



Synthèse
Révision
Expertise
Comptable

59 Promenade Georges Pompidou
Prado Beach - CS 10022
13272 MARSEILLE CEDEX 08
Téléphone : 04 91 77 69 20
e-mail : contact@syrec.fr
s i t e : www.syrec.fr

ASSOCIATION MEDIATION ET COHESION SOCIALE – AMCS

GROUPE ADDAP13

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Immeuble Le Nautille

15 chemin des Jonquilles

13013 MARSEILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

LRC/AG
n° 12020

AMCS – Groupe ADDAP13
Immeuble Le Nautille
15 chemin des Jonquilles
13013 MARSEILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'AMCS - Groupe ADDAP 13

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION MEDIATION ET COHESION SOCIALE - AMCS – GROUPE ADDAP 13 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « I – Modifications intervenues au cours de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de nomenclature appliqué en 2025 conformément à l'ANC 2023-03 qui s'applique aux associations en complément de l'ANC 2022-06 :

- Sur 2024, les remboursements ASP des contrats aidés financés par l'Etat à hauteur de 1 380 222 € avaient été enregistrés en diminution du poste des charges de personnel.
- Sur 2025, les remboursements ASP des contrats aidés financés par l'Etat sont enregistrés dans un poste de subvention d'exploitation intégré dans les produits d'activité de l'exploitation de l'association AMCS - Groupe ADDAP13. Le montant s'élève à la somme de 1 119 646 €, ce qui ne permet pas une comparabilité entre 2024 et 2025.
- Un tableau de passage de ces changements comptables figure en note « I – Modifications intervenues au cours de l'exercice » pour faciliter la comparabilité des états financiers entre les deux exercices.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les principales ressources de votre association sont composées de subventions d'exploitation et de contributions financières.

Nous avons donc examiné les procédures d'engagement et de versement desdites subventions et contributions. Nous nous sommes ainsi assurés de la bonne application des dispositions relatives au plan comptable associatif et de la présentation qui en est été faite dans l'annexe des comptes sociaux.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT À MARSEILLE, LE 12 JUIN 2026

**Le Commissaire aux Comptes
SYREC SA**

Le Président Directeur Général

**Luc-René CHAMOULEAU
Commissaire aux Comptes**

Le Président

Sylvain RASTOIN

Le Trésorier

Nabil GERMANOS

Bilan actif au 31 décembre 2025

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles :	31 477	26 890	4 587	9 204
Frais de développement			-	-
Donations temporaires d'usufruit			-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	31 477	26 890	4 587	9 204
Immobilitisations incorporelles en cours, avances et acomptes			-	-
Immobilitisations corporelles :	1 668 324	741 157	927 167	1 023 980
Terrains Constructions	1 385 923	481 616	884 307	956 889
Installations techniques, matériel et outillage industriels	302 402	259 541	42 860	67 090
Immobilitisations corporelles en cours, avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			-	-
Immobilitisations financières :	2 563	-	2 563	4 264
Participations		-	-	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	305	-	305	305
Prêts	-	-	-	1
	2 258	-	2 258	3 958
Total II	1 702 364	768 047	934 317	1 037 448
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances :				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	387 229	-	387 229	361 713
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres créances	1 374 985	-	1 374 985	1 414 655
Charges constatées d'avance	2 950	-	2 950	-
Valeurs mobilières de placement :	1 802 882	-	1 802 882	1 602 836
Instruments financiers à terme et jetons détenus	-	-	-	-
Disponibilités	938 920	-	938 920	1 449 689
Total III	4 506 966	-	4 506 966	4 828 894
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecartis de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	6 209 330	768 047	5 441 283	5 866 342

Bilan passif au 31 décembre 2025

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise :	607 581	607 581
Fonds propres statutaires	-	-
Fonds propres complémentaires	607 581	607 581
Fonds propres avec droit de reprise :	-	-
Fonds propres statutaires	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves :	87 224	87 224
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves pour projet de l'entité Autres	87 224	87 224
Report à nouveau	19 346	428 898
Excédent ou déficit de l'exercice	66 667	409 552
Situation nette (sous total)	647 485	714 151
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	20 494	19 450
Provisions réglementées	41 470	41 470
Total I	709 448	775 072
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations Fonds dédiés	481 708	938 318
Total II	481 708	938 318
PROVISIONS		
Provisions pour risques Provisions pour charges	967 949	595 640
Total III	967 949	595 640
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	560 967	623 237
Emprunts et dettes financières diverses	438	489
Instruments financiers à terme	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 691	111 747
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	800 590	876 930
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	310 721	646 049
Produits constatés d'avance	1 577 769	1 298 861
Total IV	3 282 177	3 557 313
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	5 441 283	5 866 342

Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	-	-
Ventes de biens et services	1 579 645	2 003 335
Ventes de biens	-	-
dont ventes de dons en nature	-	-
Ventes de prestations de service	1 579 645	2 003 335
dont parrainages	-	-
Produits de tiers financeurs	4 866 300	3 974 799
Concours publics et subventions d'exploitation	4 146 546	3 283 164
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public	-	-
Dons manuels	-	-
Mécénats	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	719 755	691 635
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	58 693	30 210
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	216	-
Utilisations des fonds dédiés	938 318	1 067 977
Autres produits	8 713	1 244
Total I	7 451 885	7 077 564
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stock	-	-
Autres achats et charges externes	775 934	1 137 854
Aides financières	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	376 342	396 127
Salaires	4 044 829	4 479 026
Charges Sociales	1 321 963	15 277
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	101 374	97 289
Dotations aux provisions	410 786	446 733
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	3 453	-
Reports en fonds dédiés	481 708	938 318
Autres charges	13 865	33 082
Total II	7 530 255	7 513 151
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 78 370	- 435 587
PRODUITS FINANCIERS :		
De participation	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	58	58
Autres intérêts et produits assimilés	30 830	52 469
Reprises sur dépréciations et provisions	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits des immobilisations financières cédées	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	-	-
Total III	30 889	52 526
CHARGES FINANCIERES :		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	11 612	12 810
Différences négatives de change	-	-
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	-	-
Total IV	11 612	12 810
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	19 277	39 716
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	- 59 093	- 395 871
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	-	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	-
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	7 574	13 681
Total des produits (I + III + V)	7 482 773	7 130 091

Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

COMPTES DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 549 440	7 539 642
EXCEDENT OU DEFICIT	- 66 667	409 552
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		-
Bénévolat		
TOTAL	-	-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		-
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	-	-

ANNEXE COMPTABLE

Annexe comptable au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dont le total est de :

5 441 283 €

et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des charges est de :

7 549 440 €

et dégageant un résultat comptable déficitaire de :

- 66 667 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

FAITS SIGNIFICATIFS

Changements intervenus dans la direction générale du Groupe Addap13:

Monsieur Yves Grogno, Directeur Général -Groupe Addap13, a fait valoir ses droits à la retraite au 30 septembre 2025. Monsieur Vincent Gomez a été nommé en qualité de Directeur Général à compter du 1^{er} septembre 2025 afin d'assurer la continuité des fonctions de direction du Groupe Addap13.

Patrimoine

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux d'aménagement du siège a été déposée auprès de la direction de l'urbanisme à Marseille le 17/04/2025 ainsi que le référencement du siège à usage de local de bureaux auprès des Impôts.

Suite fusion-absorption de l'association ADELIES du 01/01/2021

La fusion-absorption de l'association ADELIES continue d'impacter le patrimoine, les activités de l'association AMCS.

Les négociations de l'association AMCS auprès de différents institutionnels pour envisager une donation de l'immeuble de l'ancien siège d'Adélie « le GYPTIS » sont toujours en cours. La provision pour dépréciation d'actif pour la totalité de la valeur nette comptable constituée au 31/12/2022 pour un montant de - 114 516.54€ est donc maintenue en nos comptes au 31/12/2025.

L'année 2025 témoigne d'une intervention massive, diversifiée sur les activités de la Médiation Marseille tandis que les interventions sur la Médiation hors Marseille, sont en diminution.

Volet 1&2 Bataillons de la Prévention

Un report conséquent de fonds dédiés avait été constaté au 31/12/2024 (937k€). En accord avec les services de l'Etat et en l'absence de renouvellement de ce dispositif en 2025, les fonds dédiés ont permis de couvrir la totalité des contrats déjà engagés fin 2024 pour l'année 2025. Le report constaté sur ce dispositif a donc fortement diminué et s'élève à 223k€ au 31/12/2025. Ce report permettra le financement des 5 contrats engagés jusqu'en juillet 2026.

Un nouveau dispositif d'intervention et de médiation d'urgence (DIMU) financé par une subvention annuelle de l'Etat (528 k€) sur des QPV de Marseille à compter de juillet 2025 avec une équipe prévue de 12 médiateurs. L'action n'a cependant démarré qu'à l'automne 2025. Un report en fonds dédiés de 256k€ au 31/12/2025 est donc constaté.

Garde Régionale des Lycées (Marseille et Hors Marseille) :

Première année pleine de la fusion des actions Médiation de la Rue au Lycée (dispositif PRMSE) et Projet Expérimental Régional avec le marché Médiation aux abords des Lycées (Médiation Mobile) financée en totalité par subvention (1 942k€) par le Conseil Régional. Ce dispositif, qui comprend majoritairement des apprentis, a été impacté par :

- l'augmentation des charges sociales qui a grevé en 2025 les contrats d'apprentissage
- la réforme du financement de l'apprentissage induisant notamment une participation obligatoire de l'employeur de 750€ pour la conclusion d'un nouveau contrat préparant un diplôme de niveau 6 et +(éducateur spécialisé concerné).
- diminution de l'aide unique à l'embauche d'un apprenti octroyée dorénavant uniquement pour la première année du contrat.

En conséquence, 51 médiateurs ont été présents sur ce dispositif contre initialement 54 médiateurs prévus.

Médiation sociale Marseille : l'avenant de reconduction sur l'année avec les bailleurs et la Ville de Marseille a permis de maintenir le même niveau de financement que l'année passée.

Médiation dans les TER

Première année du nouveau marché conclu pour la période du 15/12/2024 au 14/12/2027 : la réalisation de la commande 2025 a permis de mobiliser 100% de l'enveloppe annuelle maximum du nouveau marché (470 k€).

Prolongation du marché Médiation accès numérique avec France Travail du 01/09/2025 au 28/02/2026 avec six agences sur la totalité de l'année 2025 traduisant une hausse des prestations facturées (+32k€).

Comme l'année passée, l'Association AMCS -Groupe Addap13 a confié au Collège Coopératif Provence Alpes Méditerranée le suivi et la garantie de la qualité des prestations de formation réalisées en 2023 et 2024 à travers le label

QUALIOPI N° RN 0363 dont dispose le Collège Coopératif. Un avenant au contrat initial de prestation a donc été signé entre les 2 parties pour la période du 01/01/2025 au 31/03/2026. Ce label est obligatoire pour l'exécution du marché.

En parallèle en décembre 2025, l'AMCS a engagé une démarche d'obtention de la certification QUALIOPI en nom propre, au regard de l'expertise accumulée sur le terrain et de son rôle croissant dans l'ingénierie de formation. Le cabinet CIDEES, certificateur accrédité, a été mandaté pour cette mission.

Les prestations du marché public pour la médiation Nocturne conclu le 24/07/2024 pour 12 mois (éventuellement reconductible 2 fois) avec la Ville de Marseille ont bien été réalisées pour la période estivale et sont en légère hausse par rapport à l'année passée (+6k€) mais 60% de la commande reste en attente des bons de commande pour finaliser la facturation.

Médiation Vieillessement : L'équipe de Médiation Marseille est intervenue sur une prestation de vieillissement au côté de l'association Vivacité sur le territoire du 13eme arrondissement.

Marché des Collèges (Marseille et Hors Marseille) : la baisse de la commande de prestations en 2025 du Conseil Départemental par rapport à la commande 2024 (-217k€) tant sur Marseille que sur le Hors Marseille a plus particulièrement impacté le secteur Hors Marseille car les dispositifs existants sur ces territoires ont été réduits faute de financements et n'ont donc pas permis le redéploiement éventuel de médiateurs.

Médiation sociale Hors Marseille

Face aux insuffisances de financements :

- Arrêt du dispositif d'Aubagne (1 médiateur) et de Martigues (1 médiateur)
- Réduction du dispositif de la Ciotat avec 2 médiateurs au lieu de 4.

Les Médiations Arles et Miramas tendent cette année à l'équilibre après les actions correctrices engagées fin 2024 avec 3 médiateurs.

Médiation O2R/CIOTAT AUBAGNE :

Le démarrage de la nouvelle action dans le cadre de l'**Appel à manifestation d'intérêt -Offre de Repérage et de Remobilisation (O2R)** et de l'accompagnement spécifique des publics éloignés de l'emploi sur le territoire d'**Aubagne et La Ciotat** en consortium avec Ciotat Emploi Initiatives a été retardé et complexe compte tenu de la signature tardive de la convention avec la DDTES. Le recrutement de l'effectif dédié n'a été effectif qu'en juillet.

Extension de la révalorisation salariale dite « SEGUR »

- L'accord du 4 juin 2024 portant extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale en lien avec la négociation de la CCNUE dans le secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif a octroyé une révalorisation salariale pour tous les salariés, à hauteur de 238 euros bruts mensuels avec effet rétroactif au 1er janvier 2024. Cet accord a été agréé par la Ministre du travail, de la santé et des solidarités le 25 juin 2024 (publication au Journal Officiel du 26 juin 2024). Cette révalorisation salariale versée au personnel administratif et

éducatif de droit commun a constitué, comme l'année passée, un accroissement substantiel de nos charges de personnel de l'ordre de 264k€. Depuis 2025, ces montants sont désormais inclus dans les demandes de financement mais ils ne sont pas toujours réévalués par le financeur en conséquence et, peuvent être un frein financier pour l'obtention de nouveaux marchés.

- La note d'application en date du 28/11/2024 de l'Accord du 4 juin 2024 porte l'extension du Ségur aux titulaires de contrats aidés sous réserve du financement de cette nouvelle charge. Dans l'attente d'une clarification juridique et de l'octroi de financements, une provision pour risque a été constituée pour cet exercice pour un montant de 326 357,50€
- L'Association AMCS-Groupe Addap13 est certifiée depuis l'automne 2021 **norme AFNOR XP X 60-600 Médiation sociale**.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Cette année, les financements (Prestations, Subventions, Contribution bailleurs) des activités enregistrent une baisse conséquente de financement (-752k€) compte tenu principalement du non-renouvellement du dispositif des Bataillons.

Nous avons donc des points de vigilance pour les perspectives 2026 :

- niveau de la commande 2026 du Marché des Collèges et arrivée à échéance de ce marché fin novembre 2026.
- incertitude quant au financement de la médiation dans les quartiers prioritaires de Marseille. La Ville de Marseille ne poursuivrait que sur le 1^{er} trimestre 2026 son intervention sous forme de subvention en partenariat avec l'Etat et les Bailleurs sociaux, et à compter du 1^{er} avril 2026, un marché public de prestations de médiation sociale (nocturne et diurne) deviendrait l'outil juridique structurant pour l'ensemble de la médiation portée par la Ville.
- arrivée à échéance du marché France Travail au 31/03/2026

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Volet 1&2 Bataillons de la Prévention

En accord avec les services de l'Etat, le report en fonds dédiés constaté au 31/12/2025 (223k€), permettra le financement des contrats qui restent engagés jusqu'en juillet 2026. Le dispositif s'achèvera à cette date.

Perte du marché de la **Médiation numérique (France Travail)** à compter du 01/04/2026.

Médiation sociale Marseille :

- Perte du marché de la **Ville de Marseille** à compter du 01/04/2026 concernant les prestations diurnes de médiation sociale du littoral marseillais, des QPV et des écoles.
- En revanche, l'association AMCS est retenue pour les prestations nocturnes de médiation sociale de la Ville de Marseille. Ce nouveau marché démarrera à compter du 24/07/2026. L'ancien marché conclu le 24/07/2024 prendra effet pour la période du 18 juin au 23 juillet 2026.
- L'Etat et les Bailleurs sociaux devraient maintenir leur même niveau de financement avec un avenant à la convention initiale de médiation sociale urbaine.

Arrêt de la prestation de médiation Accès au droit : le financement du Conseil Départemental n'a pas été renouvelé en 2026 pour notre association partenaire ASMAJ.

Médiation Bailleurs Hors Marseille :

- Le niveau des financements connus pour 2026 pour les Médiations Bailleurs hors Marseille d'Arles et Miramas devrait être stable par rapport à 2025, tandis qu'une baisse est attendue pour la médiation Ciotat.
- Arrêt de l'intervention de l'association AMCS pour l'Appel à manifestation d'intérêt -Offre de Repérage et de Remobilisation (O2R) au 31/03/2026 sur le territoire d'Aubagne et La Ciotat en consortium avec Ciotat Emploi Initiatives.

Obtention de la certification QUALIOPi le 10/02/2026.

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat de l'exercice est issu de la contraction entre les produits et les charges.

Au 31 décembre 2025 le résultat global définitivement acquis par l'association est un déficit de :

- **66 667€**

Ce résultat sera proposé au vote de l'assemblée générale de l'association, sur proposition du conseil d'administration.

Les éléments les plus significatifs qui ont eu un impact sur les comptes et qui expliquent le résultat de l'exercice sont les suivants :

- La baisse du niveau de facturation du marché TER induit par les conditions moins favorables du nouveau marché est compensée par l'augmentation des prestations du marché France Travail compte tenu de l'intégration d'une 6ème agence sur la totalité de l'année. Ces deux actions restent donc largement excédentaires en 2025.
- Le marché de la médiation nocturne nouvellement renouvelé reste excédentaire
- Le marché des Collèges est déficitaire sur cet exercice tout particulièrement sur le secteur Hors Marseille même si les salariés ont été redéployés pendant les vacances scolaires sur d'autres dispositifs. La baisse de la commande du Conseil Départemental explique ce résultat déficitaire. De plus, comme l'année passée, le coût des charges administratives affectées au traitement de ce marché est fortement sous-évalué.
- Poursuite de la forte augmentation de l'utilisation des fonds dédiés qui porte principalement sur l'action des Bataillons 1&2 avec un report en fonds dédiés en forte baisse constaté au 31/12/2025 et qui devrait s'éteindre au 31/07/2026.
- Le dispositif de la Rue au Lycée, avec un financement en augmentation par rapport à 2024 reste comme l'année dernière déficitaire mais dans une moindre mesure. Ce dispositif reste fortement impacté par l'augmentation des charges de personnel (impact Ségur, réévaluations du SMIC, réforme de l'apprentissage) couplée à la diminution des aides ASP aux contrats d'apprentissage.
- Le dispositif de la Médiation sociale Marseille dans les quartiers prioritaires de Marseille avec un financement stable reste cette année déficitaire comme l'année passée compte tenu de l'augmentation des charges de personnel en lien avec le Ségur.
- L'action d'accès aux droits en partenariat avec l'association ASMAJ est légèrement excédentaire.
- Une insuffisance de financements sur les actions de médiation hors Marseille d'Aubagne, la Ciotat et Martigues tandis que nous constatons un retour à l'équilibre des médiations Arles et Miramas avec les mesures correctrices engagées fin 2024 dont notamment la réduction d'effectifs.
- Des difficultés de recrutement sur le métier de médiateurs qui impactent la plupart des dispositifs
- Des diminutions des aides aux contrats-aidés et des incertitudes quant à la pérennité de certains contrats aidés (adultes-relais notamment) couplées à des réévaluations salariales au niveau de la Convention Collective dont le financement n'est pas assuré.

Globalement, il est constaté sur l'exercice la poursuite de l'utilisation conséquente des fonds dédiés du dispositif des Bataillons sur l'année 2025 couplée à une augmentation conséquente des autres recettes tandis que les charges de l'exercice sont

globalement stables par rapport à l'exercice précédent. Mais ces variations proviennent du reclassement sur l'exercice des aides aux contrats aidés en subventions alors qu'antérieurement enregistrées en diminution des charges de personnel. En effet, les prestations et subventions des activités sont en forte baisse sur l'exercice et sont accompagnées par une forte baisse de l'ensemble des charges de l'exercice.

Le résultat de l'exercice est donc déficitaire à hauteur de - 66 667€.

I - MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE

• Changement de Méthode d'évaluation

Aucun changement notable n'est intervenu au cours de l'exercice.

• Changement de méthode de présentation

Aucun changement notable n'est intervenu au cours de l'exercice.

• Changement de méthode d'enregistrement comptable

L'association AMCS -Groupe Addap 13, à l'identique du Groupe Addap13, a pris l'option d'appliquer la nouvelle réglementation l'ANC 2023-03 qui s'applique pour les associations en complément de l'ANC 2022-06 relatif à la **modernisation des états financiers** et de la **nomenclature des comptes** de manière anticipée. Cette nouvelle méthodologie implique comme principaux changements :

- La suppression des comptes de transfert de charges
- La révision de la notion de résultat exceptionnel.
- Le plan de compte est également simplifié avec la suppression de plusieurs comptes

En 2025, l'association AMCS -Groupe Addap 13 continue d'appliquer cette réglementation. Toutefois, la position de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes a évolué concernant la présentation du financement des aides de l'État relatives aux emplois aidés (apprentissage, adultes relais et contrats d'insertion). Antérieurement enregistrées en produits, au poste « transferts de charges », ces aides ont fait l'objet d'un reclassement en 2024 en diminution des charges sociales, conformément à la réforme. En 2025, elles sont désormais présentées en subventions, au compte 74.

Changement de nomenclature appliquée en 2025 conformément à l'ANC 2023-03 et l'ANC 2022-06

	Compte 2024	Montant 2024	Compte 2025	Montant 2025	Variation
ASP	649	-1 380 222	748	1 119 646	-260 576
		-1 380 222		1 119 646	-260 576
PRODUITS				1 119 646	1 119 646
CHARGES		-1 380 222			-1 380 222

II- CARTE D'IDENTITÉ DE L'ASSOCIATION

L'objet social de l'association

Issue des activités antérieures de l'association addap13, l'AMCS met en œuvre dans le département des Bouches-du-Rhône des programmes de médiation sociale en tant que processus de création et de réparation du lien social et de règlement des conflits de la vie quotidienne. Elle contribue de ce fait, et via des projets collectifs, au développement de la cohésion sociale sur ses périmètres d'intervention. Elle est certifiée depuis l'automne 2021 (norme AFNOR XP X 60-600 Médiation sociale). Un audit de renouvellement assuré par France Médiation a eu lieu en avril 2024 et confirme que AMCS Groupe Addap13 répond aux exigences de la certification médiation **AFNOR XP X 60**.

Elle compte fin 2025 137 médiateurs intervenant dans l'ensemble du département.

Nature et périmètre des activités et missions sociales

Les programmes de médiation sociale menés par l'AMCS se répartissent principalement entre les grands périmètres suivants :

- Quartiers prioritaires.
- Établissements scolaires (écoles, collèges et lycées).
- Transports (TER Aix Marseille).
- Etablissements recevant du public (MDS et Pôle emploi).
- Espaces publics spécifiques (littoral marseillais en saison estivale).

En lien avec les valeurs et les objectifs du groupement associatif, les actions de l'AMCS participent à :

- La restauration du lien social.
- La résolution des conflits de la vie quotidienne.
- Le traitement social des phénomènes de rupture et d'isolement.
- Le développement social local.
- L'ouverture à des projets : accès au droit, numérique, éco-citoyenneté...
- La professionnalisation de la médiation sociale (formations en alternance...).

Pour ce faire, les professionnels de terrain :

- Assurent une présence active de proximité dans les périmètres d'intervention.
- Préviennent et gèrent les situations conflictuelles et les incivilités.
- Informent, orientent et sensibilisent les usagers.
- Participent à une veille sociale et technique territoriale.
- Mettent les usagers en relations avec les partenaires adaptés aux situations.
- Facilitent les relations entre les personnes et les institutions.
- Assurent un suivi des situations d'isolement (entretiens, visites à domicile...).
- Favorisent des projets collectifs renforçant les liens positifs entre les personnes.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les activités de l'association sont menées sous la responsabilité du directeur d'association.

A Marseille le grand service Médiations Marseille dispose d'un local dédié (médiation sociale urbaine, écoles/littoral et collèges) ; les médiateurs lycées et les renforts des Bataillons sont intégrés aux services de prévention spécialisée. Dans les Bouches-du-

Rhône hors Marseille les équipes de médiation travaillent également de manière mutualisée avec les équipes de prévention spécialisée (locaux et encadrement).

Les fonctions support de l'association sont mutualisées avec le Groupement associatif (siège partagé) : ressources humaines, paie, comptabilité, gestion administrative, juridique, informatique et communication.

III - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 du plan comptable général 2018.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements ANC 2014-03 et 2018-06 et la nouvelle réglementation l'ANC 2023-03 qui s'applique pour les associations en complément de l'ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et de la nomenclature des comptes

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, à compter de la date d'acquisition.

L'association a réalisé une analyse de son actif immobilisé conduisant aux points suivants :

- Il n'a pas été identifié de composant d'une valeur significative.
- La durée d'amortissement pratiquée ne fait apparaître aucun écart significatif avec la durée d'utilisation réelle des biens.

La durée d'amortissement retenue du nouveau local de Frais Vallon est de 30 ans. Au 31 décembre 2025, il a été maintenu la provision pour dépréciation d'actif pour une valeur de 114 516.54€ concernant l'ancien local de l'association Adélie compte tenu de l'insalubrité de l'immeuble.

Base amortissable des biens immobilisés

Par ailleurs, concernant les biens immobiliers détenus par l'association, aucune valeur résiduelle n'a été retenue au 31 décembre 2025 dans la mesure où ces biens ne sont pas des immeubles de placement. Ils sont utilisés par l'association pour les besoins de son activité (base de service) et n'ont pas pour vocation d'être cédés.

Modalités d'amortissement

Date : En principe, l'amortissement est pratiqué à compter de la date de mise en service du bien.

Mode : Amortissement linéaire.

Durées : Le choix des durées est fait dans le respect de l'usage normal des immobilisations et en fonction des spécificités des activités. Les durées applicables sont les suivantes :

DÉSIGNATION	DURÉE MINIMUM	DURÉE MAXIMUM
Concessions, brevets licences	3	5
Autres Immobilisations incorporelles	2	3
Construction ensemble immobiliers	15	30
Installations générales, agencements, Aménagement des constructions (IGAAC)	10	20
Matériel & outillage prévention	2	6
Matériel & outillage services généraux	2	5
Installations générales, agencements, Aménagements divers (IGAAD)	7	10
Matériel de transport	2	5
Matériel de bureau	2	10
Matériel informatique	3	5
Mobilier	5	10
Autres immobilisations corporelles	5	5

Immobilisations en cours

Aucune immobilisation en cours constatée au 31/12/2025.

b - Subventions d'équipement

Les subventions sont comptabilisées dans les comptes 131 « Subventions d'équipement », puis font l'objet d'une reprise au compte de résultat par le crédit du compte 7471 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice » *. Elles sont reprises au prorata de la quote-part des amortissements pratiqués sur l'immobilisation ainsi financée.

* : Jusqu'au 31/12/2023, les reprises étaient enregistrées dans le compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice ».

c- Provision pour indemnité de fin de carrière

Cette provision est destinée à couvrir le coût des indemnités de fin de carrière conventionnelles des salariés de l'association AMCS-Groupe addap13 conformément aux dispositions de l'avis n° 2000-A du Conseil national de la comptabilité.

La provision a été calculée de la manière suivante :

Provision pour indemnité de départ à la retraite =

$$\begin{array}{ccccccc} & D & & x & & P & & x & & A \\ & \text{Droits acquis par le} & & & & \text{Probabilité de versement} & & & & \text{Actualisation} \\ & \text{personnel} & & & & \text{de ces droits} & & & & \end{array}$$

et correspond au montant total de l'engagement de retraite des salariés présents au 31 décembre 2025.

Indemnité de fin de carrière

L'association AMCS-Groupe addap13 n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Le montant des indemnités de retraite conventionnelles des salariés de l'association présents au 31 décembre 2025 est présenté ci-après.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements sont les suivantes :

- Les droits acquis sont pris en compte pour le personnel en contrat à durée indéterminée.
- La probabilité que l'association a de verser ces droits est la combinaison de deux probabilités :
 1. Celle d'être en vie à la date de la retraite, déterminée à partir des tables de mortalité. La table de mortalité retenue est la table Ined 2011-2013.
 2. Celle d'être présent dans la structure à la date de la retraite, évaluée à partir des statistiques de turn-over en fonction du statut des salariés (éducateurs, administratifs ou cadres).
- Le taux d'actualisation retenu est de 3.60 %.
- Le taux d'évolution annuelle de la masse salariale est de 1%.

L'âge de départ à la retraite retenu est 67 ans, à l'initiative du salarié.

L'engagement de retraite est déterminé à partir des dispositions de la convention collective de 1966, pour chaque catégorie.

L'engagement de départ à la retraite est de 245 640 € pour les années 2026-2065.

Par décision du conseil d'administration, cette provision est partiellement comptabilisée, en effet il a été décidé de provisionner le montant total des droits

acquis pour les salariés qui partiront à la retraite exclusivement sur les 14 prochaines années soit entre 2026 et 2039. Le montant de la provision comptabilisée s'élève donc à 98 274 €.

Ainsi, l'engagement de l'association au 31 décembre 2025 de 98 274 €, charges incluses se ventile comme suit :

- Personnel éducatif : 24 294 €
- Personnel administratif et cadres : 73 980€

La variation de la provision retraite entre 2025 et 2024 s'élève à -25 979€.

d - Autres subventions publiques

Les subventions attribuées par les autres personnes publiques et liées à des actions spécifiques sont inscrites au Compte de résultat dès l'engagement pris par la collectivité.

La différence entre les fonds attribués et les dépenses engagées constitue un engagement restant à réaliser positionné au passif du bilan sous la rubrique « Fonds dédiés ».

e - Contributions financières

Le règlement ANC n° 2018-06 reconnaît la spécificité des ressources d'exploitation des organismes non lucratifs. Les financements alloués par les bailleurs sociaux et les autres organismes de droit privé sont qualifiés de « contributions financières ». Depuis le 1^{er} janvier 2020, ces recettes sont comptabilisées dans des comptes distincts de la ligne « contributions financières » au lieu de la rubrique « subventions ». La notion de fonds dédiés n'est pas systématiquement applicable à cette catégorie de ressources.

f – Compte épargne temps

L'Association AMCS-Groupe Addap13 suit la même réglementation que le Groupe Addap13.

L'association Groupe Addap13 a signé un accord d'entreprise portant sur le compte épargne temps en date du 5 avril 1996. Cet accord a été actualisé par l'accord d'entreprise du 15 mai 2000 et l'accord d'entreprise du 25 février 2010.

Le compte épargne temps est alimenté par :

- Le report des congés payés annuels en sus des 24 jours ouvrables, dans la limite de 5 jours par an et des congés conventionnels pour activité dans la limite de 6 jours.
- L'affectation des jours acquis au titre de la réduction du temps de travail, dans la limite de 12 jours par an.

Ainsi, la totalité des jours affectés au compte épargne temps ne peut excéder 15 jours par an.

Le compte épargne temps peut être utilisé pour indemniser des temps d'absence. Il peut également être utilisé par des salariés de plus de 50 ans désirant cesser leur activité de manière progressive ou totale.

La durée du congé pris à ce titre ne peut être inférieure à un mois sauf exception et supérieur à 11 mois sauf dans l'hypothèse d'un départ anticipé à la retraite où la durée du congé peut être supérieure.

Sur demande expresse du salarié, l'ensemble des droits affectés sur le compte épargne temps, à l'exception des congés payés légaux, peut être utilisé afin de compléter la rémunération du salarié.

Le compte épargne temps a évolué comme suit au cours des cinq derniers exercices :

Exercice	Nombre de jours au 31/12	Dettes envers les salariés au 31/12
2021	271.50	70 995.31
2022	428.64	126 154.24
2023	295.00	88 011.34
2024	316.00	99 985.97
2025	312.50	117 127.88

La valorisation des jours positionnés sur le compte épargne temps est réalisée en tenant compte de l'évolution de la valeur du point. Ainsi au 31 décembre 2025 le calcul a été réalisé avec une valeur du point égale à 3.93 €.

A ce jour la gestion financière du compte épargne temps est assurée par :

1. La trésorerie placée

La trésorerie de l'association au 31 décembre 2025 permet d'assurer la représentation financière des jours épargnés par les salariés.

Par rapport à l'exercice 2024, la dette envers les salariés au 31 décembre 2024 a augmenté de + 17 142 €.

2. Le groupe Malakoff Médéric

Création d'un plan Épargne salariale en 2017 disposant d'un volet d'épargne retraite collectif – PERCO.

Il est alimenté par les versements de droits acquis au titre du compte épargne temps dans la limite de 10 jours par an.

Le montant versé est égal à 2 606.40€

Ces fonds sont placés sur des Fonds communs de placement en fonction de l'âge de départ à la retraite probable des porteurs de parts.

Au 31 décembre 2025, ces placements représentent la valeur de 43 151.73 €.

g – Provision congés à payer

Au 31 décembre 2025, la provision pour congés à payer est égale à 389 071 €, soit une baisse par rapport à l'exercice 2024 de 116 607 €.

L'évolution de cette provision au cours des cinq derniers exercices est la suivante :

Exercice	Provision congés payés au 31/12
2021	377 816.00
2022	435 598.18
2023	454 240.50
2024	505 677.97
2025	389 071.23

Pour harmonisation avec la méthode retenue par le Groupe ADDP13, la provision pour congés payés a été calculée sur cet exercice en retenant le taux de charges du mois de décembre 2025 et non le taux moyen annuel 2025. Cette méthode induit un impact de + 11 462.79€ sur la provision.

IV - NOTES SUR LE BILAN

4.1 - Tableau de variation des immobilisations.

4.2 - Tableau des amortissements et de variation des amortissements.

4.3 - Tableau de variation des fonds propres.

4.4 – Tableau des fonds dédiés.

4.5 - Tableau de variation des provisions.

4.6 - Tableau des échéances des créances et des dettes.

4. 1 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS 2025

	Valeur brute 31/12/2024	Acquisitions ou apports	Cessions et hors service	Virements poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
- Concessions brevets licences	31 476.97	0.00	0.00	0.00	31 476.97
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
- Constructions Ensembles Immobiliers	714 637.45	0.00	0.00	0.00	714 637.45
- Installations générales - Agencements Aménagements des constructions	651 285.12	0.00	0.00	0.00	651 285.12
- Constructions sur sol d'autrui IGGA	-	0.00	0.00	0.00	0.00
- Matériel et outillage de prévention	5 385.46	0.00	0.00	0.00	5 385.46
- Matériel et outillage nautique	-	0.00	0.00	0.00	0.00
- Matériel et outillage, services généraux	1 440.81	0.00	0.00	0.00	1 440.81
- Installations générales, agencements, aménagements divers	58 409.61	0.00	0.00	0.00	58 409.61
- Matériel de transport	179 210.24	1.00	4 500.00	0.00	174 711.24
- Matériel de bureau	22 252.08	241.89	241.89	0.00	22 252.08
- Matériel informatique	24 805.23	2 357.95	8 405.65	0.00	18 757.53
- Mobilier	19 618.41	0.00	0.00	0.00	19 618.41
- Matériel Services Généraux	-	0.00	0.00	0.00	0.00
- Autres immobilisations corporelles	1 826.48	0.00			1 826.48
SOUS TOTAL	1 710 347.86	2 600.84	13 147.54	0.00	1 699 801.16
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	-	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL GENERAL	1 710 347.86	2 600.84	13 147.54	0.00	1 699 801.16

4.2 a - TABLEAU D'AMORTISSEMENTS 2025

	VALEUR D'ACHAT	AMORTISSEMENT	AMORTISSEMENT CUMULE	VALEUR RESIDUELLE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
- Concessions brevets licences	31 476.97	4 617.01	26 889.84	4 587.13
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
- Constructions Ensembles Immobiliers	714 637.45	29 972.60	274 627.88	440 009.57
- Installations générales - Agencements Aménagement des constructions	651 285.12	42 609.92	92 471.59	558 813.53
- Constructions sur sol d'autrui IGGA				
- Matériel et outillage de prévention	5 385.46		5 385.46	0.00
- Matériel et outillage nautique				
- Matériel et outillage, services généraux	1 440.81	181.67	1 433.86	6.95
- Installations générales, agencements, aménagements divers	58 409.61	58.32	58 446.05	-36.44
- Matériel de transport	174 711.24	17 327.94	144 119.37	30 591.87
- Matériel de bureau	22 252.08	563.49	20 274.67	1 977.41
- Matériel informatique	18 757.53	2 633.16	14 765.63	3 991.90
- Mobilier	19 618.41	2 005.78	13 861.32	5 757.09
- Matériel Services Généraux				
- Autres immobilisations corporelles	1 826.48	365.30	1 255.02	571.46
	1 699 801.16	100 335.19	653 530.69	1 046 270.47

4.2 b - TABLEAU DES VARIATIONS D'AMORTISSEMENTS 2025

	FOURCHETTE DUREE	MODE	AMORTISSEMENTS	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	AMORTISSEMENTS
	D'AMORTISSEMENTS	AMORTISSEMENTS	CUMULE DEBUT EXERCICE	DOTATIONS		CUMULE FIN EXERCICE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
- Concessions brevets licences	2 à 5 ans	Linéaire	22 272.83	4 617.01	0.00	26 889.84
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
- Constructions Ensembles Immobiliers	15 à 30 ans	Linéaire	244 655.28	29 972.60	0.00	274 627.88
- Installations générales - Agencements Aménagement des constructions	10 à 20 ans	Linéaire	49 861.67	42 609.92	0.00	92 471.59
- Constructions sur sol d'autrui IGGA						
- Matériel et outillage de prévention	2 à 6 ans	Linéaire	5 385.46	0.00	0.00	5 385.46
- Matériel et outillage nautique						
- Matériel et outillage, services généraux	2 à 5 ans	Linéaire	1 252.39	181.67	0.00	1 433.86
- Installations générales, agencements, aménagement divers	7 à 10 ans	Linéaire	58 387.73	58.32	0.00	58 446.05
- Matériel de transport	2 à 5 ans	Linéaire	128 469.65	17 327.94	1 678.22	144 119.37
- Matériel de bureau	2 à 10 ans	Linéaire	19 711.18	563.49	0.00	20 274.67
- Matériel Informatique	3 à 5 ans	Linéaire	19 906.43	2 633.16	7 773.96	14 765.63
- Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire	11 855.54	2 005.78	0.00	13 861.32
- Matériel Services Généraux						
- Autres immobilisations corporelles	5 ans	Linéaire	889.72	365.30	0.00	1 255.02
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
	Néant		0.00		0.00	
TOTAL			562 647.68	100 335.19	9 452.18	653 530.69

4.3 - TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES 2025

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres fonds propres sans droit de reprise	12 000.00	0.00	0.00	0.00	12 000.00
Apport sans droit de reprise réorganisation	307 045.01	0.00	0.00	0.00	307 045.01
Apport sans droit de reprise adélies	288 536.47	0.00	0.00	0.00	288 536.47
Subventions d'investissement biens renouvelables	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Fonds propres sans droit de reprise	607 581.48	0.00	0.00	0.00	607 581.48
Fonds associatifs avec droit de reprise	0.00				0.00
Fonds propres avec droit de reprise	0.00				0.00
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise	0.00				0.00
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise	0.00				0.00
Réserve de trésorerie	87 223.61				87 223.61
RESERVES	87 223.61	0.00	0.00	0.00	87 223.61
RAN Excédent	673 602.09				673 602.09
RAN Déficit	-244 704.39	-409 551.73			-654 256.12
Résultat non encore affecté	0.00				0.00
Report à nouveau	428 897.70	-409 551.73	0.00	0.00	19 345.97
Résultat de l'exercice excédent	0.00				0.00
Résultat de l'exercice déficit	-409 551.73	409 551.73	-66 666.62		-66 666.62
Résultat de l'exercice	-409 551.73	409 551.73	-66 666.62	0.00	-66 666.62
Situation nette	714 151.06	0.00	-66 666.62	0.00	647 484.44
Fonds propres consommables	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Valeur des biens apportés	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Valeur des biens apportés inscrite au compte de résultat	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Subvention d'investissement	28 272.25		5 626.00	-9 662.05	24 236.00
Subvention d'investissement inscrite au compte de résultat	-8 821.75		-4 582.61	9 662.05	-3 742.34
Subventions d'investissement	19 450.50	0.00	1 043.39	0.00	20 493.66
Provision renforcement BFR	41 470.00				41 470.00
Réserves des plus values nettes d'actif	0.00				0.00
Provisions réglementées	41 470.00	0.00	0.00	0.00	41 470.00
Droit des propriétaires - Comodat	0.00				0.00
TOTAL	775 071.56	0.00	-65 623.23	0.00	709 448.10

4.4 - TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES 2025

PROJETS	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont FD correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION							
53390200030 Genouillade 2024	450.00	0.00	450.00	0.00	0.00	0.00	0.00
53390200030 Genouillade 2024	541.20	0.00	541.20	0.00	0.00	0.00	0.00
50024000000 Bataillons 2 2024	936 621.35	0.00	936 621.35	0.00	0.00	0.00	0.00
50090200010 Animation Barriol 2024	705.03		705.03	0.00	0.00	0.00	0.00
53390200030 Genouillade		450.00	0.00	0.00	0.00	450.00	0.00
53390200030 Genouillade		541.20	0.00	0.00	0.00	541.20	0.00
50025000000 DIMU		256 096.70	0.00	0.00	0.00	256 096.70	0.00
50024000000 Bataillons 2		223 014.59	0.00	0.00	0.00	223 014.59	0.00
50090200010 Animation Barriol		105.45	0.00	0.00	0.00	105.45	0.00
50090200020 Arles Trébon 2025	0.00	1 500.00	0.00	0.00	0.00	1 500.00	0.00
SOUS-TOTAL I	938 317.58	481 707.94	938 317.58	0.00	0.00	481 707.94	0.00
CONTRIBUTIONS FINANCIERES D'AUTRES ORGANISMES							
	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
SOUS-TOTAL II	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC							
	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
SOUS-TOTAL III	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL GENERAL I+II+III	938 317.58	481 707.94	938 317.58	0.00	0.00	481 707.94	0.00

4.5 - TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS 2025

PROVISION	SOLDE AU 31.12.24	DOTATION	REPRISE	SOLDE AU 31.12.25
Dépréciation actif immobilisé	114 516.54	0.00	0.00	114 516.54
SOUS TOTAL	114 516.54	0.00	0.00	114 516.54
Dépréciation compte de tiers	19 177.26	0.00	19 177.26	0.00
SOUS TOTAL	19 177.26	0.00	19 177.26	0.00
Charges liées aux licenciements				
Indemnités fin de carrière	124 252.91		25 978.98	98 273.93
Provisions pour risques	68 232.00	84 428.77	12 232.00	140 428.77
Autres provisions pour risques	401 850.08	326 357.50	0.00	728 207.58
Litiges				
Provisions pour impôts	1 304.55	1 039.00	1 304.55	1 039.00
SOUS TOTAL	595 639.54	411 825.27	39 515.53	967 949.28
Congés payés	505 677.97	389 071.23	505 677.98	389 071.22
Compte épargne temps	99 985.97	117 127.88	99 985.97	117 127.88
Augmentation valeur du point	0.00	0.00		0.00
Prime de Précarité		1 545.06	0.00	1 545.06
SOUS TOTAL	605 663.94	507 744.17	605 663.95	507 744.16
TOTAL GENERAL	1 334 997.28	919 569.44	664 356.74	1 590 209.98

255 212.70

4.6 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES 2025

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an		Total
Prêts	0.00	0.00			0.00
Autres immobilisations financières	2 258.00	2 258.00			2 258.00
Clients douteux ou litigieux	0.00	0.00			0.00
Autres créances clients	387 229.12	387 229.12			387 229.12
Personnel et comptes rattachés	1 302.23	1 302.23			1 302.23
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0.00	0.00			0.00
Autres impôts, taxes et versements assimilés	0.00	0.00			0.00
Divers Etat et autres collectivités publiques	1 209 321.50	1 209 321.50			1 209 321.50
Débiteurs divers	164 361.17	164 361.17			164 361.17
Charges constatées d'avance	2 950.23	2 950.23			2 950.23
TOTAL	1 767 422.25	1 767 422.25	0.00	0.00	1 767 422.25
Montant des prêts accordés en cours d'exercice					
Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Emprunts dettes crédit à 1 an max à l'origine	0.00	0.00			0.00
Emprunts dettes crédit à plus d'1 an à l'origine	560 967.27	63 487.73	268 520.92	228 958.62	560 967.27
Emprunts dettes financières divers	438.46	438.46			438.46
Fournisseurs et comptes rattachés	31 691.15	31 691.15			31 691.15
Personnel et comptes rattachés	343 934.29	343 934.29			343 934.29
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	356 842.24	356 842.24			356 842.24
Autres impôts et taxes assimilés	99 813.86	99 813.86			99 813.86
Autres dettes	310 721.25	310 721.25			310 721.25
Produits constatés d'avance	1 577 768.94	1 577 768.94			1 577 768.94
TOTAL	3 282 177.46	2 784 697.92	268 520.92	228 958.62	3 282 177.46
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0.00				

V - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Garantie-Sureté emprunt : une hypothèque conventionnelle commerciale pour 354 097.66€ est constatée sur le prêt contracté auprès de la Banque Postale en septembre 2022 d'un montant initial de 387 672 € pour l'achat du local du siège social de l'association « Le Nautille ».

Contributions volontaires en nature.

Au 31 décembre 2025, l'association ne bénéficie pas de contributions volontaires en nature.

VI - AUTRES INFORMATIONS

- Effectif en personnels au 31 décembre 2025 : (Contrats à durée indéterminée)

	TOTAL AMCS	Refacturation Groupe Addap13>AMCS	Refacturation AMCS>Groupe Addap13	Refacturation AMCS>AIAES	TOTAL
CADRES	12	4		-2	14
NON CADRES	50	5			55
TOTAL	62	9	0	-2	69

- Effectif en ETP au 31 décembre 2025 :

CDD+CDI

	TOTAL AMCS	Refacturation Groupe Addap13>AMCS	Refacturation AMCS>Groupe Addap13	Refacturation AMCS>AIAES	TOTAL
CADRES	12	2,5		-1,2	13,3
NON CADRES	136,31	1,55			137,86
TOTAL	148,31	4,05	0	-1,2	151,16

FONDS DE ROULEMENT

Le fonds de roulement (FR) correspond à la différence entre les ressources stables (fonds propres et dettes à moyen et long termes) et les actifs immobilisés. Le besoin en fonds de roulement (BFR) correspond à la différence entre les emplois (les créances) de l'exploitation et les ressources (les dettes) de l'exploitation.

L'excédent de FR sert à financer le BFR. Le reliquat du FR sur le BFR contribue à alimenter la trésorerie nette.

	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
+ Fonds propres & dédiés	1 204	1 695	2 236	1 713	1 191
+ Emprunts	0	385	685	624	561
- Immobilisations nettes	225	479	905	1 037	934
- Créances affectées aux immobilisations	0	0	0	0	0
Fonds de roulement	979	1 601	2 016	1 300	818
+ Créances d'Exploitation	2 066	2 418	1 952	1 776	1 762
+ Charges constatées d'avance	10	2	3	0	3
- Provisions risques et Charges	154	145	171	596	968
- Dettes fournisseurs	53	67	250	112	32
- Dettes fiscales et sociales	751	979	811	877	801
- Autres dettes	440	325	514	646	311
- Produits constatés d'avance	526	546	1 851	1 299	1 578
Besoin en fonds de roulement normalif	152	358	-1 642	-1 754	-1 925
Trésorerie active	826	1 242	3 658	3 053	2 742
Trésorerie passive	0	0	0	0	0
Trésorerie nette	826	1 242	3 658	3 053	2 742

T au 31/12

Dispo/Tot chges expl hors dotat FD*365=nb jours	47,05 €	60,86 €	181,88 €	169,46 €	141,98 €
	1,52	1,96	5,87	5,47	4,58

La diminution du fonds de roulement s'explique principalement par :

- La diminution du report en fonds dédiés constaté au 31/12/2025 et dans une moindre mesure par le déficit de l'exercice.
- Le remboursement des emprunts de l'achat du siège social et des travaux ainsi que les amortissements des travaux

La trésorerie nette est la différence entre les disponibilités et les dettes financières à court terme. La trésorerie nette de l'association au 31 décembre 2025 est égale à 2 741 801.70 €.

Par rapport à l'exercice précédent, le niveau de la trésorerie est en baisse mais il permet cependant d'assurer le bon fonctionnement de l'association. La trésorerie nette moyenne permet à l'association de fonctionner pendant 4.58 mois.

L'Association a souscrit sept comptes à terme en 2025 selon les conditions suivantes :

	Montant	Période	Taux (%)
CAT 3 MOIS	600 K€	02/2025-05/2025	2.50%
CAT 1 MOIS	600 K€	05/2025-06/2025	2.00%
CAT 2 MOIS	1 200 K€	06/2025-08/2025	1.90%
CAT 2 MOIS	1 000 K€	08/2025-10/2025	1.90%
CAT 3 MOIS	800 K€	09/2025-12/2025	1.90%
CAT 3 MOIS	800 k€	10/2025-01/2026	1.90%
CAT 2 MOIS	1 000 k€	12/2025-02/2026	1.90%

(*) : avant impôt - Impôt : 24%

Ces placements ont induit en 2025 un produit financier de l'ordre de 31 k€ avant impôt. La baisse du produit financier par rapport à l'exercice précédent (-21k€) est principalement liée à la baisse des taux de rémunération des comptes à terme.

INFORMATIONS SUR LES SUBVENTIONS

La répartition des subventions par financeurs est la suivante :

Autorités administratives	Montant
État	453 800,00 €
Conseil régional	1 927 517,22 €
Conseil départemental	0,00 €
Communes	536 000,00 €
Intercommunalité	30 000,00 €
Métropole AMP	75 000,00 €
QP Subvention virée Compte de Résultat	4 582,61 €
Emplois Aidés- ASP Aide Apprentissage	171 116,18 €
Emplois Aidés- ASP Aide Adulte Relais	948 529,60 €
Total	4 146 545,61 €

INFORMATIONS SUR LES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le règlement ANC 2018-06 précise que la fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ».

En 2025, la répartition par projet est la suivante :

Projets	Montant
Lycées an 1 25/26 hors Marseille	861 731,33 €
Lycées an 1 25/26 Marseille	444 541,27 €
Dimu	264 000,00 €
Miramas Incivilités	4 000,00 €
Arles	3 496,34 €
Total	1 577 768,94 €

INFORMATIONS SUR LES PRODUITS A RECEVOIR

Montant des produits à recevoir incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	109 930,34 €
Autres créances	40 844,84 €
Total	150 775,18 €

Le montant des créances usagers concerne la facturation à percevoir :

- Du marché de la médiation nocturne de l'été 2025
- Les prestations annuelles de l'Appel à manifestation d'intérêt -Offre de Repérage et de Remobilisation (O2R) et de la médiation sociale Marseille.
- Du marché TER de la dernière quinzaine de décembre 2025.

Les autres créances concernent :

- Les versements des aides de l'État (16k€) pour les contrats d'apprentissage et les contrats adultes relais.
- Le remboursement de frais de formation (24.8k€)

INFORMATIONS SUR LES CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 735,41 €
Dettes fiscales et sociales	509 268,72 €
Autres dettes	11 306,36 €
Total	535 310,49 €

INFORMATIONS SUR LES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Compte tenu de l'application de la nouvelle réglementation l'ANC 2023-03 complétée de l'ANC 2022-06 relatif à la **modernisation des états financiers** et de la **nomenclature des comptes**, aucun produit exceptionnel est constaté au 31/12/2025.

INFORMATIONS SUR LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Aucune charge exceptionnelle n'est constatée au 31/12/2025 selon la nouvelle réglementation de l'ANC 2023-03 complétée de l'ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers et de la nomenclature des comptes.

VII – RÉMUNÉRATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS SALARIES

Ces rémunérations versées, charges patronales incluses s'élèvent à :

322 630€

Au titre de l'exercice 2025, il n'y a pas d'avantage en nature.

VIII - INFORMATIONS SUR LES HONORAIRES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément à la réglementation en vigueur, les honoraires du commissaire aux comptes comptabilisés au titre de l'exercice 2025 s'élèvent à **16455.60€**, et se décomposent comme suit :

Mission de certification des comptes : 16 455.60€